

Bac version 2026

ENTRE BIG BROTHER ET CHATGPT



Le ministre de l'Education nationale Mohamed Saad Berrada.

P7

Vingtième année N°853 vendredi 22 mai 2026 - 8 DH - Directeur de la publication: Abdelhak Chankou

le Canard Libéré

ALGERIE - 021 41 41 41 - 021 41 41 41



Ebola ou 50 ans d'indifférence

Quand le Nord abandonne l'Afrique à son sort...

P12

Aid Al-Adha

AKHANNOUCH, LES MOUTONS ET LES BOUCS-ÉMISSAIRES



Aziz Akhannouch, chef du gouvernement.

P6



Un haut lieu du commerce populaire très fréquenté.

Derb Ghallef

La mise à niveau plutôt que le grand déménagement

P4

Confus DE CANARD

Diplômes sans débouchés

P2

L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Ahmed El Bouari



Prendre le mouton par les cornes

P16



Géopolitique

Le faux triomphe chinois de Trump

P17



Donald Trump avec Xi Jinping.



Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

DIPLÔMES SANS DÉBOUCHÉS

Certaines phrases ont le don de résumer des décennies d'échecs accumulés. Ainsi de celle prononcée récemment par le Wali de Bank Al-Maghrib, qui a fait le tour des réseaux tellement elle est faite sens : « Nous produisons des diplômés pour un marché qui n'existe pas, et nous cherchons des compétences que nous ne formons pas. » En quelques mots, les turpitudes du système éducatif national sont dites : un système qui avance ou recule en décalage permanent avec la réalité économique, sociale et technologique du pays. Là réside le paradoxe marocain. D'un côté, des milliers de jeunes diplômés peinent à trouver un emploi correspondant à leur formation. De l'autre, des entreprises qui se plaignent d'un manque de techniciens qualifiés, d'ingénieurs spécialisés, de profils numériques, d'ouvriers compétents ou encore de cadres intermédiaires opérationnels. Le pays forme massivement, quelque 400.000 diplômés chaque année, mais forme souvent à côté.

Le problème n'est pas seulement quantitatif. Il est surtout structurel. Depuis des décennies, l'école marocaine fonctionne comme une machine à distribuer des diplômes plutôt qu'à construire des compétences. Le diplôme est devenu une fin en soi, souvent déconnecté des besoins réels du marché du travail, de l'évolution des métiers et des mutations profondes de l'économie mondiale. Pendant longtemps, l'enseignement a été pensé autour d'une logique administrative héritée des années où la fonction publique représentait le principal débouché social. Résultat : des filières saturées, une survalorisation des cursus théoriques et un immense retard dans les formations techniques, professionnelles et technologiques. Le pays continue ainsi à produire des cohortes de diplômés en quête d'emplois administratifs pendant que les secteurs industriels, numériques ou technologiques cherchent désespérément des profils adaptés. Le malaise commence très tôt. L'enseignement national

notamment son versant public souffre d'abord d'une profonde crise des apprentissages fondamentaux. Lecture, langues, mathématiques, raisonnement logique : des milliers d'élèves arrivent au collège puis au lycée avec des lacunes considérables. Beaucoup apprennent à mémoriser plutôt qu'à comprendre, à réciter plutôt qu'à réfléchir. La créativité, l'esprit critique et la capacité d'adaptation restent souvent les grandes absentes des salles de classe. À cela s'ajoute une fracture linguistique qui handicape durablement des générations entières. Entre arabisation partielle, domination du français dans l'enseignement supérieur scientifique et arrivée tardive de l'anglais, de nombreux étudiants se retrouvent piégés dans un système où la langue devient

un obstacle supplémentaire à l'acquisition du savoir. Comment construire dans ces conditions une économie compétitive lorsque tant de jeunes peinent déjà à maîtriser les outils linguistiques indispensables au monde professionnel? L'université n'est pas plus outillée pour jouer son rôle d'ascenseur social et de fabrique de compétences. Nombre de facultés sont devenues des garderies pour adultes ou des espaces de gestion de flux où l'encadrement pédagogique, l'orientation et l'accompagnement des étudiants restent insuffisants. Beaucoup de cursus demeurent éloignés des réalités

du terrain, tandis que les passerelles entre université et entreprise restent fragiles. Le résultat est cruel : le chômage frappe particulièrement les jeunes diplômés. Plus le niveau d'études augmente, plus les attentes sociales montent... mais plus le risque de frustration grandit lorsque le marché ne suit pas. Ce décalage nourrit un profond sentiment de déclassement chez une jeunesse qui avait pourtant cru au pouvoir émancipateur de l'école. La crise du capital humain ne se limite d'ailleurs pas aux seuls contenus pédagogiques. Elle touche aussi la gouvernance, l'orientation et la valorisation des

Comment construire dans ces conditions une économie compétitive lorsque tant de jeunes peinent déjà à maîtriser les outils linguistiques indispensables au monde professionnel ?



Côté **BASSE-COUR**



talents. Trop souvent, les élèves sont orientés par défaut plutôt que par vocation. Les filières techniques et professionnelles continuent d'être perçues comme des voies de "seconde zone", alors même qu'elles représentent dans les économies modernes des piliers essentiels de la compétitivité industrielle. Pendant ce temps, le monde avance à grande vitesse. Intelligence artificielle, transition énergétique, économie verte, cybersécurité, automatisation, métiers du digital : les compétences recherchées évoluent en permanence. Or l'école marocaine donne l'impression de préparer les élèves aux métiers d'hier plutôt qu'à ceux de demain! Le plus inquiétant est peut-être ailleurs : dans l'érosion progressive de la confiance collective envers l'école publique qui accueille le gros des apprenants. Lorsqu'un système éducatif cesse d'être perçu comme un moteur de promotion sociale, c'est tout le contrat social qui chancelle. De plus en plus de familles y compris les moins loties scolarisent leurs enfants dans l'enseignement privé réputé de qualité. Ceux qui en ont les moyens cherchent des alternatives ; les autres s'en remettent par résignation à un système à bout de souffle.

Pourtant, le Maroc dispose d'atouts immenses: une jeunesse créative, une position géographique stratégique, des secteurs industriels en expansion et une volonté affichée de monter en gamme dans le domaine économique. Mais aucun pays ne peut espérer devenir une puissance émergente sans investir sérieusement dans son capital humain. L'enjeu dépasse largement la seule réforme des programmes scolaires. Il s'agit de repenser le rapport entre école, économie et société. Former moins pour le diplôme et davantage pour la compétence.

Réhabiliter les filières techniques. Renforcer les langues, le numérique et les sciences. Développer l'esprit critique, l'innovation et l'autonomie. Mieux connecter l'université à l'entreprise. Et surtout redonner à l'école sa mission première : révéler les talents au lieu de fabriquer des frustrés. Car derrière un diplôme sans débouché, il y a une énergie gaspillée, un potentiel perdu et une confiance brisée. Et pour un Royaume qui aspire à l'émergence et au leadership, les leviers décisifs ne sont ni le béton ni les infrastructures de classe mondiale. Le vrai trésor reste le capital humain. ▀

Anniversaire de la DGSN

LE ROI SALUE 70 ANS DE DÉVOUEMENT AU SERVICE DE LA NATION

À l'occasion du 70^e anniversaire de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), une cérémonie grandiose s'est tenue dimanche 17 mai à Rabat, marquée par la présence de hauts responsables marocains et internationaux, dont le président d'Interpol, Lucas Philippe. L'événement, coïncidant avec le lancement des Journées portes ouvertes de la Sûreté nationale, a mis en avant le rayonnement de la coopération sécuritaire marocaine et les réformes engagées sous la direction d'Abdelatif Hammouchi. Le président d'Interpol a salué la modernisation de la DGSN, l'amélioration de la relation entre la police et les citoyens ainsi que le nouveau siège de l'institution à Rabat, présenté comme un complexe de



Photo de famille du patron de la DGSN avec ses prédécesseurs.

nouvelle génération alliant sécurité, modernité et valorisation du patrimoine marocain. La cérémonie a également été marquée par des démonstrations spectaculaires des forces spéciales utilisant des équipements de pointe, ainsi que par un hommage solennel rendu aux anciens directeurs généraux de la DGSN. La soirée s'est achevée par un grand spectacle pyrotechnique illuminant le ciel de Rabat.

À cette occasion, SM le Roi Mohammed VI a adressé un message à Abdelatif Hammouchi en réponse au message de fidélité et de loyalisme de la famille de la Sûreté nationale.

Le Souverain y a salué les efforts, le dévouement et le professionnalisme des femmes et des hommes de la police dans la protection des citoyens, la préservation de la sécurité et de la stabilité du pays ainsi que le maintien de l'ordre public. Le Roi a également réaffirmé sa haute sollicitude et sa satisfaction envers l'ensemble des composantes de la Sûreté nationale, en priant pour la réussite de leurs missions. ▀



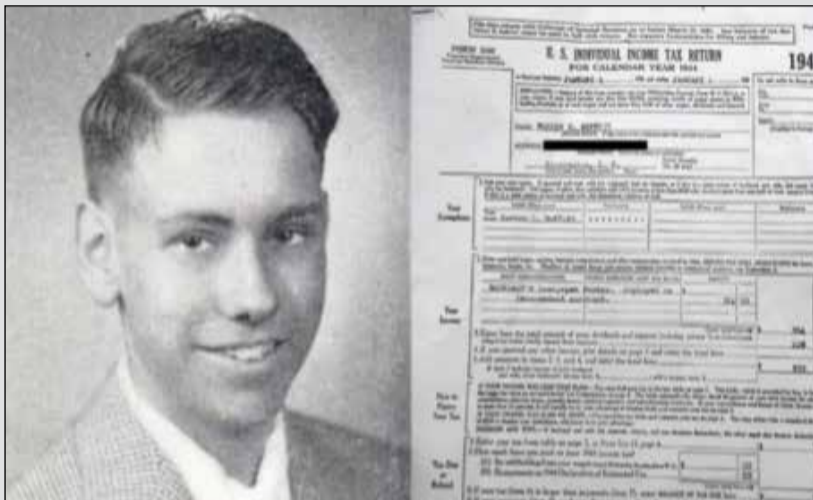
Côté **BASSE-COUR**



Beurgeois
GENTLEMAN

DES MILLIARDAIRES SYMPAS ÇA EXISTE...

Warren Buffet est sans doute l'un des hommes à qui l'on doit les dons les plus importants. Il a légué des milliards de MAD – dirhams marocains - à des organisations dédiées au développement de la contraception. Si des filles aux États-Unis ont la possibilité de porter aujourd'hui un stérilet c'est sans doute grâce à ce brave homme né le 30 août 1930 à Omaha dans le Nebraska. Enfant, il accompagnait parfois son père, courtier de métier, sur son lieu de travail, dans une société de courtage. A onze ans, il achète ses premières actions (3 pour lui et 3 pour sa sœur) pour un coût unitaire de 380 MAD. Le cours de la compagnie chute à 270 MAD avant de rebondir à 400 MAD. Warren se précipite pour vendre ses actions, en se disant « j'ai échappé à une perte pour mon premier achat en bourse ! ». Dans les semaines suivantes, les 6 actions qu'il a vendu à 400 MAD continuent de monter pour atteindre un sommet à 2000 MAD ! Il retient sa première leçon sur le manque à gagner à cause de cette vente « précipitée » d'une action en bourse. A l'âge de 13 ans, il déclare à un ami de la famille qu'il sera millionnaire à 30 ans, sinon « il se suiciderait en sautant du plus haut immeuble d'Omaha ». Son premier job consistait à écrire quelques cotations d'actions au tableau noir dans la société de courtage de son père. Il était aussi livreur de journaux et aurait rempli sa première déclaration de revenus à 13 ans, prenant soin de déduire fiscale-



ment en frais professionnel sa bicyclette à hauteur de 350 MAD. Warren gagne jusqu'à 1750 MAD par mois en livrant le journal « The Washington Post ». À 14 ans, il investit 12 000 MAD de ses économies dans 40 acres de terres agricoles louées à des fermiers. En novembre 2024, sa fortune est estimée à 1290 milliards de MAD selon Forbes, ce qui fait de lui la dixième personne la plus riche du monde. Il est surnommé « l'Oracle d'Omaha » ou « le Sage d'Omaha » par les médias internationaux en raison de l'accumulation d'une fortune colossale issue de son succès commercial et de ses investissements. Il est connu pour sa

frugalité malgré sa richesse. Il s'est engagé à donner 99 % de sa fortune à des causes philanthropiques. Le 3 mai 2025, il a annoncé se retirer de son poste de CEO (Chief Executive Officer) - Président-directeur général (PDG) ou Directeur Général (DG) en français - en fin d'année 2025, poste qu'il occupait depuis 55 ans. Il a 3 enfants, dont l'un est agriculteur dans le Nebraska et un autre compositeur de musique. Ses enfants n'hériteront pas de toute sa fortune. Il a prévu d'en verser une grande majorité soit 370 milliards de MAD à une œuvre de charité. Le 5 juin 2024, un problème technique à Wall Street fait mécaniquement chuter de 99 % sa fortune boursière mais le bug est vite réparé et l'action de sa holding retrouve un cours normal très vite. ▶

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Derb Ghallef La mise à niveau plutôt que le grand déménagement

La commune du Maarif à Casablanca a tenté de rassurer les commerçants de Derb Ghallef après l'inscription à l'ordre du jour du conseil communal de plusieurs délibérations liées au foncier du célèbre marché du Maarif. Lors de la deuxième séance de la session ordinaire de mai, les élus ont tenu à clarifier les choses : il n'est pas question d'un transfert collectif des commerçants vers un autre site. C'est finalement l'option de la restructuration et de la mise à niveau qui a été privilégiée, un choix jugé plus réaliste et plus intelligent sur le plan économique. Cette approche permet aux commerçants de conserver leur clientèle historique, véritable richesse de Derb Ghallef, tout en poursuivant leurs activités au cœur même de ce haut lieu du commerce populaire casablancais. Cette décision a d'ailleurs provoqué un immense soupir de soulagement parmi les commerçants, qui vivaient depuis plusieurs semaines dans la crainte d'un transfert qu'ils considéraient comme potentiellement dévastateur pour leur activité. Beaucoup redoutaient qu'un déplacement vers un autre site ne casse les habitudes de la clientèle et ne fragilise tout l'écosystème commercial construit au fil des décennies. Plutôt qu'un déménagement



Un haut lieu du commerce populaire très fréquenté.

risqué, la commune mise donc sur une modernisation progressive des infrastructures et une réorganisation interne du site. L'objectif affiché consiste à améliorer les conditions de circulation, redistribuer les espaces de vente, moderniser les réseaux techniques et rendre l'ensemble plus fonctionnel sans dénaturer l'identité du marché. Les responsables municipaux ont insisté sur le fait que les commerçants resteront à l'intérieur du marché pendant toute l'opération de réaménagement. Une précision importante destinée à calmer les inquiétudes alimentées par les rumeurs de démolition ou de relocalisation forcée. En parallèle, les discussions se poursuivent entre la commune et les représentants des commerçants afin de définir les modalités d'occupation des futures halles, l'organisation des boutiques rénovées ainsi que les nouvelles voies de desserte prévues dans le périmètre concerné. Le conseil communal a

toutefois décidé de reporter l'examen des délibérations foncières liées au projet, préférant attendre l'aboutissement des procédures administratives relatives à la déclaration d'utilité publique avant de trancher les questions d'expropriation et d'évaluation financière. ▶



Côté **BASSE-COUR**



Mohammed VI à Paris **Un traité inédit pour relancer l'axe franco-marocain**



Le Roi Mohammed VI recevant le président Macron à Rabat en octobre 2024.

La visite de Sa Majesté le Roi Mohammed VI en France est désormais « programmée », a annoncé le ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita, lors d'une déclaration à la presse aux côtés de son homologue français Jean-Noël Barrot, en visite au Maroc à l'occasion d'une conférence ministérielle consacrée au « maintien de la paix en environnement francophone ». Sans préciser la date de ce déplacement, M. Bourita a indiqué que cette visite royale sera marquée par « un événement particulier », à savoir la signature d'un traité maroco-français qu'il a

qualifié d'« événement politique et juridique majeur ». De son côté, Jean-Noël Barrot a affirmé que la France « se préparait » à accueillir le Souverain marocain. Le chef de la diplomatie marocaine a également annoncé la tenue, en juillet prochain, d'une réunion de la Haute commission mixte maroco-française, coprésidée par les Premiers ministres des deux pays. Selon le ministre français, ce traité bilatéral — présenté comme « le premier accord de ce type conclu par la France avec un pays non européen » — ambitionne de définir un nouveau cadre stratégique pour les relations franco-marocaines pour les décennies à venir. ▶

Moulay El Hassan ouvre la 3e édition du Morocco Gaming Expo

SAR le Prince Héritier Moulay El Hassan a présidé, mardi 19 mai à Rabat, la cérémonie d'ouverture de la troisième édition du Morocco Gaming Expo 2026, un événement désormais incontournable pour les passionnés de jeux vidéo, les professionnels du secteur et les acteurs de l'industrie du gaming au Maroc.

Organisé sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI, ce rendez-vous se déroule

du 20 au 24 mai au Sofitel Jardin des Roses à Rabat, avec l'ambition de mettre en lumière le potentiel croissant du Royaume dans les domaines du gaming, de l'e-sport et des industries numériques créatives. Placée sous le thème du « Talent marocain », cette édition rassemble plusieurs exposants nationaux et internationaux, des startups, des investisseurs ainsi que des créateurs de contenu spécialisés dans l'univers vidéoludique. Le salon offre également une vitrine aux jeunes compétences marocaines actives dans le développement de jeux vidéo, les technologies immersives, l'animation et la création digitale. Le programme comprend des conférences, des panels thématiques, des compétitions e-sport, des démonstrations de jeux vidéo, des ateliers de formation ainsi que des espaces dédiés aux innovations technologiques et aux industries créatives.

À travers cet événement, le Maroc confirme sa volonté de renforcer les industries culturelles et créatives et de soutenir l'émergence d'un écosystème national du gaming capable de rayonner à l'échelle internationale. Les organisateurs ambitionnent également de positionner le Royaume comme une plateforme régionale dans les métiers du numérique, de l'animation et du développement de jeux vidéo. ▶



SAR Moulay El Hassan coupant le ruban en ouverture de l'événement.

Mondial 2026

La RAM sort le grand jeu



Ram propose un tarif promotionnel fixé à 10 000 dirhams aller-retour en classe économique.

À l'occasion de la participation des Lions de l'Atlas au mondial 2026, Royal Air Maroc (RAM) a mis en place un dispositif aérien exceptionnel pour permettre aux supporters marocains de rejoindre les États-Unis et soutenir l'équipe nationale dans les meilleures conditions.

La compagnie nationale annonce ainsi la programmation de 32 vols spéciaux à destination de New York, Boston et Atlanta, offrant une capacité globale de plus de 8 800 sièges durant la phase du premier tour, prévue du 13 au 24 juin 2026.

Dans le détail, le transporteur national desservira pour la première fois Atlanta, une destination inédite dans son réseau nord-américain, marquant une nouvelle étape dans le développement de ses liaisons transatlantiques. « Nous sommes fiers d'accompagner une nouvelle fois l'incroyable épopée des Lions de l'Atlas lors de ce rendez-vous planétaire. Après les opérations spéciales déployées lors des Coupes du Monde en Russie en 2018 et au Qatar en 2022, Royal Air Maroc se mobilise de nouveau afin de permettre aux supporters marocains de vivre pleinement cette fête du football aux côtés de leur sélection nationale », souligne Hamid Addou, Président Directeur Général de Royal Air Maroc.

Ce dernier précise que la compagnie renforcera fortement son offre vers les villes hôtes des matchs du Maroc grâce à des vols opérés en gros-porteurs, mobilisant d'importants moyens humains, techniques et logistiques afin de porter haut les couleurs du Royaume à l'international. Vers New York, Royal Air Maroc programmera 12 vols directs supplémentaires les 11, 12 et 13 juin pour les départs, ainsi que les 14 et 15 juin pour les retours. Cette opération permettra à plus de 3 300 supporters marocains de faire le déplacement. Ces rotations viendront s'ajouter aux deux vols réguliers quotidiens déjà assurés par la compagnie, portant la capacité totale sur cette destination à près de 7 500 voyageurs durant la compétition. La compagnie mettra également en place 12 vols spéciaux directs vers Boston entre le 17 et le 22 juin 2026, permettant le transport de plus de 3 300 supporters supplémentaires. Enfin, 8 vols directs seront opérés vers Atlanta entre le 22 et le 27 juin afin d'acheminer plus de 2 200 supporters marocains derrière les Lions de l'Atlas. L'ensemble de ces vols sera assuré par des appareils gros-porteurs offrant des standards élevés de confort, de sécurité et de qualité de service, afin de garantir une expérience optimale aux passagers sur les liaisons transatlantiques.

Afin de rendre cet événement accessible au plus grand nombre, Royal Air Maroc proposera un tarif promotionnel exceptionnel fixé à 10 000 dirhams aller-retour en classe économique, sur des billets à date fixe et non remboursables. ▶



Le Maigret du CANARD



Akhannouch, les moutons et les boucs-émissaires

AHMED ZOUBAÏR

À quelques jours de l'Aïd Al-Adha, Aziz Akhannouch a donc choisi de montrer les muscles face à la flambée des prix des moutons. Contrôles renforcés, encadrement des marchés, sanctions contre les spéculateurs, interdiction des reventes opportunistes : avec ces mesures tardives, l'exécutif veut donner le sentiment qu'il agit fermement pour protéger le pouvoir d'achat des Marocains.

Une démonstration de fermeté dont nombre d'observateurs doutent de l'efficacité. Car le problème ovin et bovin au Maroc dépasse largement les seuls intermédiaires opportunistes ou les dysfonctionnements des marchés hebdomadaires.

Depuis plusieurs années, le secteur de l'élevage traverse une crise structurelle profonde. Sécheresse des années précédentes, flambée du prix des aliments pour bétail, raréfaction des pâturages, hausse des coûts du transport et recul du cheptel national ont bouleversé l'équilibre économique de toute la filière. À cela s'ajoute une forte concentration de la filière - au détriment du petit éleveur qui faisait naguère le marché - entre les mains de grands opérateurs capables d'influencer l'offre et les prix bien avant l'arrivée des bêtes dans les souks.

Derrière ce qui ressemble à une mise en scène réglementaire, beaucoup voient surtout une opération destinée à calmer la colère sociale et à désigner des boucs-émissaires : les intermédiaires, les revendeurs ou les spéculateurs. Le mouton cher n'est au fond qu'un symptôme de la vie chère généralisée qui érode gravement depuis des années le pouvoir d'achat des Marocains.

Faut-il rappeler que le vendeur de moutons n'évolue pas dans une bulle isolée? Lui aussi subit la hausse de prix du carburant, des aliments pour bétail, du transport et même des produits alimentaires pour sa propre famille. En clair, l'éleveur ou le commerçant augmente ses prix parce que son propre coût de la vie explose lui aussi. Beaucoup prélèvent leur marge non pas par cupidité, mais simplement pour pouvoir survivre...

C'est là toute la complexité de l'équation: on peut surveiller les marchés, sanctionner certains intermédiaires ou limiter les pratiques spéculatives, mais aucune mesure administrative ne peut effacer d'un coup l'inflation qui mine toute la chaîne économique.

Dans ce contexte, le mouton devient le miroir grossissant d'un malaise social plus profond. Lorsque les légumes flambent, que la viande devient inaccessible, que le carburant pèse sur chaque déplacement et que les charges quotidiennes augmentent, il est évident que le prix du sacrifice suit la même trajectoire.

La stratégie gouvernementale est politiquement compréhensible : dans un climat social tendu, il est toujours plus simple de pointer du doigt des "profiteurs" que d'admettre que la vie chère est devenue systémique. Mais jusqu'à quand ? À force de chercher des boucs émissaires, le gouvernement tente surtout d'éviter le débat de fond : pourquoi le coût de la vie continue-t-il de grimper alors que les revenus, eux, stagnent? Et à qui profite réellement cette fièvre des prix ?

Aïd Al-Adha

AKHANNOUCH JOUE LA CARTE DE LA FERMETÉ



Le Chef du gouvernement a annoncé des mesures exceptionnelles pour encadrer la vente des moutons de l'Aïd et lutter contre la flambée des prix.

Le Chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, a annoncé l'entrée en vigueur d'une batterie de mesures temporaires destinées à réglementer la commercialisation et la vente des moutons de l'Aïd à l'occasion de l'Aïd al-Adha 1447 H / 2026. Cette décision intervient dans un contexte marqué par les inquiétudes croissantes des citoyens face à la hausse des prix du bétail et aux pratiques spéculatives observées dans certains marchés.

Selon un communiqué de la Présidence du gouvernement, cette initiative vise avant tout à préserver le pouvoir d'achat des ménages et à garantir un fonctionnement transparent et équilibré des marchés dédiés à la vente des animaux destinés au sacrifice. Les autorités entendent ainsi assurer des conditions de concurrence loyales entre les différents intervenants du secteur, tout en protégeant les consommateurs contre les abus et les manipulations des prix.

Le gouvernement précise que cette décision s'appuie sur plusieurs textes législatifs et réglementaires en vigueur, notamment la loi organique relative aux collectivités territoriales ainsi que la loi encadrant la liberté des prix et de la concurrence. Après consultation du Conseil de la concurrence, les autorités ont décidé de renforcer les mécanismes de contrôle afin d'empêcher toute pratique portant atteinte au bon fonctionnement du marché ou créant



Le Maigret du CANARD

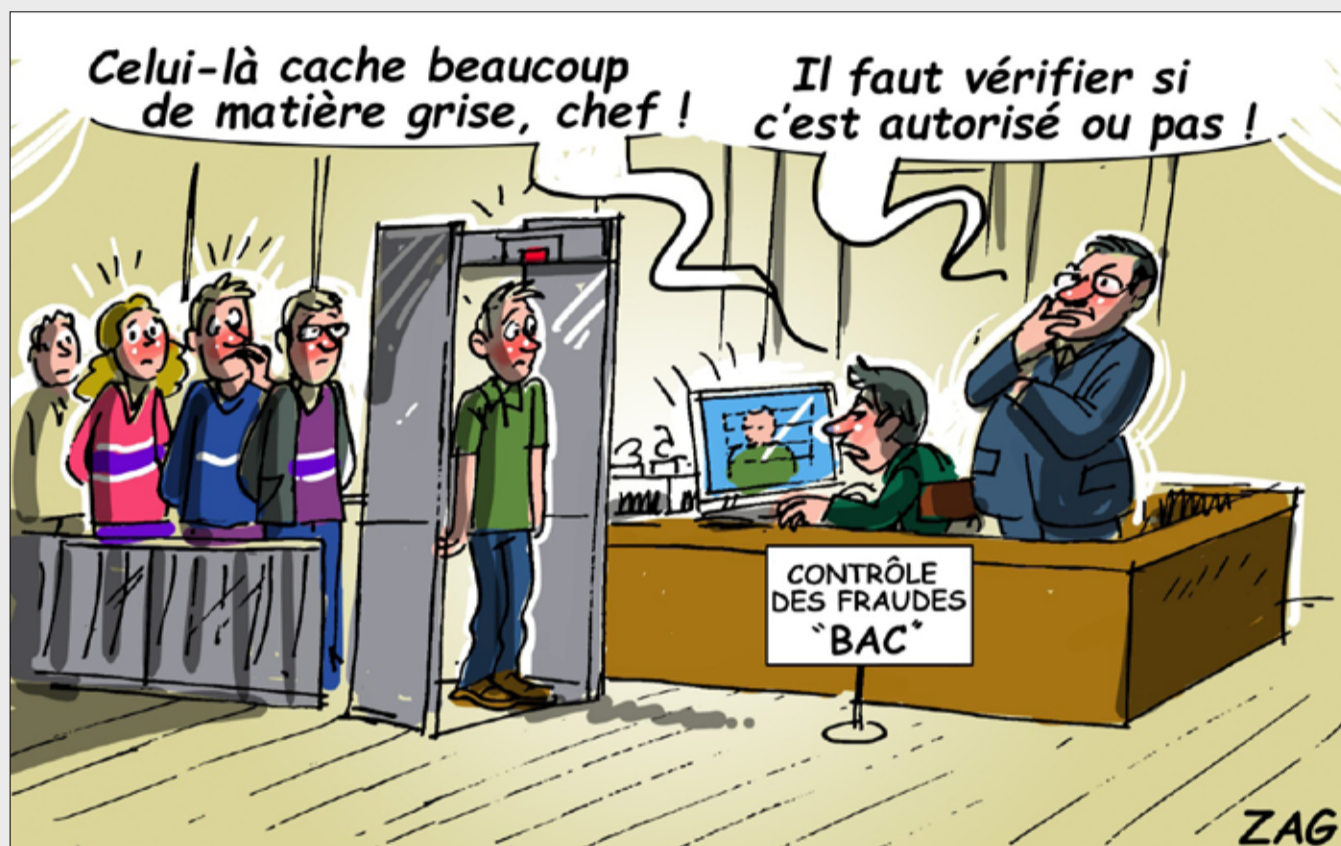


des déséquilibres artificiels entre l'offre et la demande.

Parmi les principales mesures annoncées figure l'obligation de limiter la vente des moutons aux espaces officiellement autorisés et contrôlés par les autorités compétentes. Certaines formes de vente directe, notamment au sein des exploitations agricoles, resteront néanmoins permises dans le respect des règles fixées par l'administration. Les vendeurs devront également déclarer à l'avance leur identité, le nombre de bêtes proposées à la vente ainsi que leur provenance avant d'accéder aux marchés. Le gouvernement entend également mettre un terme aux pratiques de revente spéculative à l'intérieur des marchés. Ainsi, l'achat de moutons dans le seul but de les revendre à des prix plus élevés sera interdit. Les autorités ciblent aussi les ententes illicites, les enchères artificiellement gonflées et toute tentative de manipulation des prix destinée à provoquer une hausse injustifiée des tarifs. Dans la même logique, le stockage clandestin des moutons en dehors des circuits commerciaux habituels sera strictement prohibé lorsqu'il vise à créer une rareté artificielle sur le marché ou à alimenter une augmentation abusive des prix. Cette mesure cherche à éviter les phénomènes de pénurie organisée qui affectent directement les consommateurs à l'approche de l'Aïd.

Le communiqué souligne par ailleurs que des sanctions sévères seront appliquées à l'encontre des contrevenants. Les personnes impliquées dans des pratiques illégales s'exposent à des amendes financières, à des peines d'emprisonnement prévues par la législation en vigueur, ainsi qu'à la fermeture temporaire des points de vente concernés. Les autorités pourront également procéder à la saisie des animaux et du matériel utilisés dans le cadre des infractions constatées. Enfin, le gouvernement a appelé l'ensemble des professionnels, commerçants, éleveurs et intermédiaires opérant dans la chaîne de commercialisation des moutons de l'Aïd à faire preuve de responsabilité et à respecter strictement les lois et règlements en vigueur. L'objectif affiché est de garantir un approvisionnement normal des marchés, de préserver la transparence des transactions commerciales et d'assurer la protection des consommateurs durant cette période particulièrement sensible. ▀

Bac version 2026 ENTRE BIG BROTHER ET CHATGPT



SALIHA TOUMI

Le ministère de l'Éducation nationale a décidé de déclarer la guerre... aux téléphones portables. Pour le Bac 2026, prévu les 4, 5 et 6 juin, le département de Mohamed Saad Berrada promet un dispositif digne d'un sommet du G20, d'une opération antiterroriste et d'un épisode de science-fiction, le tout pour empêcher les candidats de consulter discrètement ChatGPT entre deux épreuves de philosophie. Cette année, la grande vedette du baccalauréat ne sera ni la dissertation ni les mathématiques, mais un arsenal de 2 000 détecteurs électroniques capables de repérer un téléphone allumé depuis l'extérieur d'une salle. Oui, désormais, le surveillant pourra rester à la porte, bras croisés, regard grave, tel un chasseur de fantômes numériques, en annonçant : « Il y a un Samsung actif au fond à gauche. » Le ministère explique que cinq mi-

minutes suffisent pour qu'un sujet d'examen se retrouve sur Internet, où l'intelligence artificielle produit aussitôt des réponses complètes. À ce rythme, bientôt l'élève n'aura même plus besoin de venir au centre d'examen : son smartphone composera, argumentera et demandera peut-être même une mention très bien à sa place.

Mais l'innovation ne s'arrête pas là. Chaque candidat disposera désormais d'un code spécial permettant de suivre son parcours de A à Z. Une sorte de bracelet électronique pédagogique. On ignore encore si l'élève recevra aussi une géolocalisation en temps réel et un mot de passe ADN pour accéder à sa copie.

Pour encadrer les 520 000 candidats, le ministère mobilise 150 000 enseignants, 26 000 salles et plus de 2 000 centres d'examen. Une logistique comparable à une Coupe du monde, sauf qu'ici, les supporters stressent devant une épreuve de SVT et qu'un simple stylo quatre couleurs peut être consi-

déré comme une arme technologique suspecte.

Et parce qu'aucune dystopie moderne n'est complète sans intelligence artificielle, le ministère a également décidé de faire corriger... les correcteurs. Désormais, des algorithmes vérifieront si les enseignants ont ajouté ou oublié des points. Après des années à surveiller les élèves, voici donc les professeurs surveillés par des robots. Le prochain objectif sera probablement de mettre les copies sous scanner IRM pour détecter les hésitations métaphysiques dans les réponses.

Officiellement, tout cela vise à garantir l'égalité des chances. Officieusement, le Bac marocain ressemble de plus en plus à un aéroport international: détection électronique, traçabilité, contrôle permanent et suspicion généralisée. Il ne manque plus qu'un agent annonçant au micro: « Le candidat numéro 4587 est prié de vider ses poches et de retirer sa calculatrice connectée. » ▀



Le Maigret du CANARD



Projet de loi 66-23

Les avocats relancent la bataille

Entre experts-comptables soulagés et avocats mécontents, les amendements apportés au projet de loi sur la profession d'avocat ont ravivé les tensions autour du très controversé article 3.

AHMED ZOUBAÏR

La Chambre des représentants a adopté, mardi 19 mai, à la majorité, le projet de loi n°66.23 relatif à l'organisation de la profession d'avocat. Le texte a recueilli 163 voix favorables contre 57 oppositions. Présentant les principales dispositions de ce projet de loi, le ministre de la Justice, Abdellatif Ouahbi, a souligné qu'il s'inscrit dans le cadre d'un vaste chantier de réforme visant à moderniser le système judiciaire dans son ensemble. Cette réforme passe notamment par la mise à niveau des professions juridiques et judiciaires, considérées comme un levier essentiel pour renforcer l'efficacité de la justice et répondre aux attentes des citoyens, des investisseurs et de l'ensemble de la société. En commission à la Chambre

des représentants, le projet de loi 66-23 relatif à la profession d'avocat a subi un sérieux toilettage. Et si les experts-comptables peuvent aujourd'hui pousser un soupir de soulagement, les robes noires, elles, fulminent toujours et promettent de poursuivre la bataille. Le grand gagnant de cette séance d'amendements n'est autre que le très controversé article 33, devenu ces derniers mois le symbole d'un bras de fer feutré mais féroce entre juristes et professionnels du chiffre. Dans sa version initiale, le texte laissait entendre que certaines missions essentielles à la vie des entreprises — rédaction d'actes de sociétés, conseil juridique, représentation administrative, médiation ou arbitrage — relevaient quasi exclusivement du champ d'action des avocats. Une formulation qui avait provoqué une levée de boucliers chez les experts-comptables, lesquels y

voyaient ni plus ni moins qu'une tentative de verrouillage juridique. Le nœud du problème tenait à un simple verbe. En arabe juridique, parfois, une syllabe fait trembler tout un secteur. Là où le texte affirmait que l'avocat « est compétent » pour exercer ces missions, la commission a remplacé la formule par un plus souple « peut exercer ». Un glissement sémantique en apparence anodin, mais dont la portée est immense : il confirme noir sur blanc que les avocats partagent ces prérogatives avec d'autres professions légalement habilitées. Une victoire nette pour l'Ordre des experts-comptables, qui évite ainsi l'installation d'un monopole rampant.

Pour les professionnels du chiffre, l'air redevient respirable.

Mais pendant que les experts-comp-

tables desserrent leur cravate, les avocats, eux, remontent leur col. L'Association des barreaux du Maroc (ABAM) dénonce un texte qu'elle qualifie de « régressif », estimant qu'il trahit les engagements antérieurement conclus avec le gouvernement. Plus grave encore : les bâtonniers menacent d'une démission collective, signe d'une tension rarement atteinte dans les relations entre la profession et le ministère de la Justice. Dans un communiqué au ton martial, l'Association promet une mobilisation sans relâche et accuse implicitement le ministre Abdellatif Ouahbi — pourtant avocat de profession — d'avoir pris ses distances avec les attentes de ses anciens confrères. Si les griefs précis restent encore flous, plusieurs dispositions cristallisent déjà les crispations. Parmi elles, l'assouplissement des conditions d'accès à la profession. Désormais, l'âge limite pour se présenter au concours de l'Institut de formation des avocats passe de 40 à 45 ans, une ouverture saluée par ceux qui plaident pour une seconde chance professionnelle. Autre nouveauté : lorsqu'un barreau garde le silence pendant trois mois face à une demande d'inscription, ce silence vaudra désormais acceptation tacite, et non plus rejet implicite. Une petite révolution procédurale qui inverse totalement la logique administrative.

Le texte précise également, sans détour, que l'organisation du concours d'accès relève explicitement de l'autorité gouvernementale chargée de la Justice, verrouillant ainsi un point jusque-là plus ambigu. Sur le front sensible des avocats étrangers, le législateur a choisi une voie médiane : maintenir l'ouverture tout en resserrant les conditions. Un avocat étranger collaborant avec un confrère marocain devra désormais figurer sur une liste spécifique tenue par le barreau concerné, et son contrat devra recevoir le visa du bâtonnier après avis du ministère de la Justice. Un encadrement renforcé, mais qui ne satisfait pas totalement les défenseurs d'une fermeture plus stricte du marché. Quant au très contesté article 35, il reste intact. Il autorise toujours le ministère de la Justice, à titre exceptionnel, à permettre à des cabinets étrangers d'exercer au Maroc lorsqu'ils accompagnent un projet d'investissement porté par une société étrangère. Autrement dit : la porte reste ouverte, mais sous haute surveillance. Au final, ce texte amendé ressemble à une partition où chacun croit avoir gagné une manche sans être certain de remporter la partie. Les experts-comptables savourent une victoire juridique majeure. Les avocats, eux, affûtent déjà leurs arguments pour la suite. Et comme souvent sous la coupole, un simple amendement n'éteint jamais vraiment l'incendie : il déplace juste les braises vers la prochaine lecture. ▀



Le Maigret du CANARD



Développement humain

L'INDH a 21 ans...

Le 18 mai 2005, SM le Roi Mohammed VI lançait l'Initiative nationale de développement humain (INDH) pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion qui sévissaient dans le Maroc aussi bien des villes et des campagnes. Zoom sur le chantier d'un règne qui fait du bien à des millions de Marocains.

LAILA LAMRANI

Le 18 mai 2026 marque le 21^{ème} anniversaire de l'Initiative nationale de développement humain (INDH) lancée par le Roi Mohammed VI. Une initiative d'envergure, fruit des innombrables tournées royales dans les régions qui ont permis au souverain de mesurer l'ampleur du déficit social qui minait le pays et la pauvreté dont souffrait une bonne partie de la population. « Cette initiative [INDH] s'inscrit dans la vision d'ensemble qui constitue la matrice de notre projet sociétal, modèle bâti sur les principes de démocratie politique, d'efficacité économique, de cohésion sociale et de travail, mais aussi sur la possibilité donnée à tout un chacun de s'épanouir en déployant pleinement ses potentialités et ses aptitudes », déclarait le souverain dans son discours.

En effet, rien de tel que l'INDH, qui s'inscrit dans le prolongement de l'action sociale multiforme de la Fondation Mohammed V pour la solidarité, pour résorber les déficits sociaux qui rongent la société et favoriser les conditions d'un développement équilibré dans les villes et les campagnes. Il s'agit plus concrètement de lutter contre l'exclusion et la précarité par le soutien financier aux projets générateurs de revenus portés par des jeunes âgés entre 18

et 45 ans en situation de chômage ou de sous-emploi. L'objectif de cet accompagnement public plafonné à 300.000 DH est d'aider le bénéficiaire de passer d'un schéma « de subsistance à une logique de développement économique positionnée sur des chaînes de valeur locale. C'est ainsi que des milliers de petits projets, souvent organisés sous forme de coopératives ou en Très Petites Entreprises, ont vu le jour aux quatre coins du pays avec le soutien de l'INDH dans des secteurs comme l'artisanat, la pêche, la valorisation des produits du terroir. Sans prétendre se substituer à l'action des pouvoirs publics, l'INDH offre une capacité de financement additionnelle dans une optique de relèvement des indices de développement humain à des niveaux satisfaisants. Pari réussi.

Pour la première fois, le Maroc intègre la catégorie des pays à développement humain élevé, indique le Rapport Global sur le développement humain 2025, rendu public lundi 6 mai par le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD).

Capital humain

Cette avancée remarquable dans les dimensions fondamentales du développement humain, qui souligne une amélioration notable des conditions de vie au Maroc, couronne les efforts



Une vision royale qui a permis de sortir de l'exclusion plusieurs dizaines de milliers de citoyens.

de deux décennies de l'INDH à divers niveaux : le soutien de l'entreprenariat des jeunes, l'aide à l'employabilité, la professionnalisation du tissu associatif et la promotion de l'économie sociale et solidaire. S'inscrivant dans une vision d'ensemble, déployée en plusieurs phases, l'action multiforme de l'INDH a porté sur divers programmes dont la finalité est de lutter contre la précarité et de générer de la croissance dans la durée. L'INDH « n'est ni un projet ponctuel, ni un programme conjoncturel de circonstance, c'est un chantier de règne », avait tenu à préciser le souverain dans son discours fondateur de cette Initiative. Celle-ci a mobilisé de 2005 à 2023, l'INDH un budget de plus de 60 milliards de DH, avec une montée en puissance nette d'environ de 18 milliards de DH injectés dans la seule phase III (2019-2023), dont plus de 80 % supportés par le budget de l'État.

En deux décennies d'existence, l'INDH a financé et accompagné plus de 56.000 projets, soit quelque 18 millions de bénéficiaires directs, selon les chiffres officiels.

Ce qui est loin d'être négligeable. Les premières phases de l'INDH ayant essuyé des critiques sur leur effets limités, les responsables ont concentré leur action sur quatre dispositifs majeurs (résorption des déficits en infrastructures, accompagnement

des personnes en situation de vulnérabilité, amélioration du revenu et inclusion économique des jeunes, et impulsion du capital humain).

Autant de programmes qui ont permis de désenclaver bien des zones rurales et de les doter d'infrastructures de base vitales : une route, un dispensaire, une adduction d'eau, un transport scolaire... Mais c'est dans le capital humain, levier fondamental pour le développement d'une nation, que des insuffisances restent à pallier. Le préscolaire dans le monde rural est un véritable chantier qu'il faudra attaquer de front en le généralisant. afin d'agir sur l'apprentissage de la petite enfance.

Pour le moment, l'INDH revendique l'aménagement de plus de 12.000 classes de préscolaire pour une capacité de de 350.000 enfants. La santé maternelle et infantile dans les campagnes étant problématique, l'INDH œuvre pour construire des unités de de soins de proximité.

Pour pérenniser son action au service du développement humain, l'INDH a besoin d'affiner son action par un travail d'évaluation de l'efficacité de ses programmes et de leur impact réel sur les hommes et les territoires. Initiative au cœur des enjeux de développement du pays, l'INDH est un travail de longue haleine, une action de tous les instants, une vision pour un Maroc solidaire et prospère. ▶





Can'Art et CULTURE



Le Coran en français

L'œuvre monumentale d'Abdelhaq Azzouzi

Fruit de plus d'une décennie de recherche et de réflexion, cette traduction commentée du Saint Coran réalisée s'impose comme une œuvre majeure dans le paysage intellectuel francophone.

SALIHA TOUMI

La bibliothèque islamique et francophone s'enrichit aujourd'hui d'une œuvre d'envergure exceptionnelle avec la parution d'une traduction commentée du Saint Coran en langue française réalisée par le professeur et docteur Abdelhaq Azzouzi, publiée aux éditions Dar Al Bouraq. Présenté lors de la dernière édition du Salon international de l'édition et du livre de Rabat, cet ouvrage de valeur s'impose d'ores et déjà comme l'une des contributions contemporaines les plus importantes dans le domaine des études coraniques en langue française.

Bien plus qu'une simple traduction, ce travail représente un véritable projet intellectuel, scientifique et spirituel, élaboré au terme de plus de dix années de recherche, de réflexion et de travail méthodique. Réparti en trois volumes totalisant près de 3200 pages, l'ouvrage conjugue avec rigueur la fidélité au texte sacré, la profondeur de l'exégèse et l'élégance de la langue française, dans une approche encyclopédique d'une rare ampleur. L'originalité majeure de cette œuvre réside dans le fait qu'elle réunit, pour la première fois dans l'histoire des traductions et commentaires coraniques, les deux grandes lectures de référence : Warsh 'an Nafi' et Hafs 'an 'Asim. Chacune de ces lectures fait l'objet d'une édition indépendante en trois volumes, témoignant d'un profond respect pour la richesse de la tradition coranique et la pluralité des récitations reconnues.

L'auteur ne s'est pas limité à une transposition littérale des versets. Il a construit une démarche d'inter-



De D à G : Abdelhak Azzouzi et Abderrahman Tenkoul lors de la présentation de la traduction et exégèse du Coran au Salon International de l'Édition et du Livre, le 6 mai à Rabat.

prétation globale visant à rendre accessibles au lecteur francophone les dimensions linguistiques, rhétoriques, spirituelles et civilisationnelles du discours coranique. Chaque sourate est organisée selon une méthodologie rigoureuse : découpage thématique, présentation des circonstances de la révélation, introduction synthétique permettant d'en saisir les objectifs essentiels, puis commentaire détaillé des versets. Dans son exégèse, le professeur Abdelhaq Azzouzi s'appuie sur les sources classiques les plus fiables ainsi que sur les travaux contemporains les plus sérieux. Il puise dans l'héritage des grands commentateurs tout en exerçant un effort de réflexion critique adapté aux réalités du monde actuel. Son approche concilie ainsi tradition et renouvellement, fidélité aux fondements religieux et ouverture aux

interrogations modernes.

Une attention particulière est accordée aux subtilités de la langue arabe, aux structures grammaticales, aux figures de style et aux multiples niveaux de signification du texte coranique. L'auteur éclaire les nuances de l'expression, les dimensions métaphoriques, les jeux de sens, les articulations syntaxiques ainsi que les procédés rhétoriques qui font la singularité du langage coranique. Cette finesse d'analyse permet au lecteur francophone d'accéder non seulement au sens apparent des versets, mais également à leur profondeur spirituelle et esthétique.

L'ouvrage se distingue également par son ouverture mesurée sur les connaissances contemporaines. Certaines données scientifiques, physiques, médicales et naturelles sont mobilisées afin d'illustrer

les signes divins dans l'univers et de mettre en lumière l'harmonie entre révélation et création. Cette démarche s'inscrit dans une vision équilibrée qui refuse aussi bien le littéralisme figé que les interprétations excessives, privilégiant un dialogue fécond entre foi, raison et science.

Référence scientifique

Le commentaire accorde par ailleurs une place importante aux récits prophétiques, aux grands événements de l'histoire islamique ainsi qu'aux versets appelant à la méditation, à la réflexion et à l'observation du monde. L'auteur examine avec discernement les récits transmis, ne retenant que ceux conformes aux principes de la religion, aux exigences de la raison et aux acquis du savoir authentifié. Les hadiths retenus viennent éclairer certains passages lorsque leur authenticité est établie.

La traduction elle-même se démarque nettement des versions existantes par sa précision terminologique, sa rigueur philologique et sa maîtrise approfondie des langues arabe et française. Le professeur Abdelhaq Azzouzi a veillé à préserver autant que possible la beauté stylistique, la densité sémantique et la puissance évocatrice du texte coranique, afin d'offrir au lecteur une compréhension plus fidèle de ses dimensions spirituelles, éthiques et universelles.

Cette œuvre apparaît ainsi comme une référence scientifique majeure et une véritable somme de connaissances au service du Coran. Elle s'adresse aussi bien au lecteur musulman qu'au non-musulman désireux de découvrir le message de l'islam dans sa dimension humaniste : un message fondé sur la modération, l'équilibre, la dignité humaine, le dialogue et la recherche du bien commun. ■



Le Maigret du CANARD



Alimentation «Demain dès aujourd'hui» remet l'écologie au menu



L'Institut français du Maroc, en partenariat avec plusieurs acteurs de la société civile, annonce le grand retour de « Demain dès aujourd'hui », un rendez-vous culturel, citoyen et participatif consacré à l'éco-citoyenneté et aux enjeux de la transition écologique. Durant tout le mois de mai 2026, l'événement investira l'ensemble du réseau des Instituts français du Royaume à travers une programmation ouverte au grand public, mêlant réflexion, créativité et initiatives concrètes. Pour cette nouvelle édition, les organisateurs ont choisi de placer l'alimentation au cœur des débats autour du thème : « L'alimentation, impacts et enjeux, responsabilité individuelle et sociale ». Un sujet plus que jamais d'actualité à l'heure où les questions environnementales, sanitaires et sociales s'invitent jusque dans nos assiettes. Car manger n'est plus un simple acte quotidien. Derrière chaque produit consommé se cachent des choix agricoles, économiques, culturels et écologiques. Nos habitudes alimentaires racontent une histoire : celle des ressources utilisées, des modes de production privilégiés et du modèle de société que nous contribuons collectivement à construire. À travers cette édition, « Demain dès aujourd'hui » souhaite ainsi sensibiliser le public aux grands défis liés au développement durable en s'appuyant sur quatre axes majeurs : la lutte contre le gaspillage alimentaire, l'impact écologique de notre alimentation, la promotion d'une alimentation saine, locale et éthique, ainsi que les enjeux de sécurité et de souveraineté alimentaires. L'ambition de l'événement est de transformer ces problématiques parfois abstraites en expériences concrètes et accessibles à tous. L'objectif : montrer que les petits gestes du quotidien peuvent aussi participer à de grands changements collectifs. Tout au long du mois de mai, le public pourra assister à une programmation riche et variée comprenant débats, rencontres, ateliers participatifs, actions de sensibilisation, projections de films, expositions, spectacles, concerts et espaces d'échange autour des initiatives citoyennes. L'événement se veut également une vitrine des nombreuses actions menées au Maroc par des associations, des établissements scolaires, des collectifs et des citoyens engagés dans des pratiques plus durables et responsables. À Casablanca, cette dynamique prendra notamment la forme de la 8^e édition de « La Fête des Colibris », organisée autour d'un Village des initiatives consacré à l'alimentation durable. Associations et porteurs de projets y présenteront des solutions concrètes favorisant les circuits courts, les pratiques agricoles responsables, la réduction du gaspillage et les alternatives de consommation plus respectueuses de l'environnement.

Pensé comme un espace convivial et participatif, ce village permettra aux visiteurs de découvrir des initiatives applicables au quotidien et d'échanger directement avec les acteurs du changement. L'événement « Demain dès aujourd'hui » bénéficie cette année du soutien de la Fondation BMCI. Engagée depuis la fin des années 1990 dans une politique active de mécénat culturel et solidaire, la BMCI a progressivement structuré ses actions autour d'une fondation créée en 2008. À travers cette démarche, la Fondation BMCI accompagne depuis plusieurs années des projets à vocation culturelle, éducative et citoyenne contribuant au développement social du Maroc. ▶

تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله
Sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste

التعاون الملكي للرياضة
Royal Yacht Club Tanger
Fondé en 1925

2026 OPTIMIST WORLD CHAMPIONSHIP
TANGER MOROCCO JUNE 18-28

FEDERATION ROYALE MAROCAINE DE VOILE

OPTIMIST WORLD CHAMPIONSHIP | **18 ▶ 28**
JUNE TANGIER
2026 MOROCCO

طبخ
WHERE WINDS & NATIONS MEETS

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS	SPONSORS OFFICIELS	SPONSORS	MEDIAS
TANGERMED, MDJS, Morocco, etc.	SOUEAST, MARSAMAROC, SOFITEL, SSL, RISMA, MOVENPICK, etc.	NEMMOS, Hypro, RAMITEC, Red Bull, NMMI, SILVAN DE L'ÉCLAIR, Silken MAROC, GLOBE, etc.	2M, MEDIAS, etc.



Le Maigret du CANARD



Les épaves de Salmia sommes de déménager

ÇA FERRAILLE SEC !

Entre promesses de modernisation et inquiétudes des commerçants, l'opération de relocalisation des ferrailleurs de Salmia à Mediouna avance dans un climat où dominant incertitude et inquiétude. Un vaste chantier de mise à niveau urbaine visant à libérer le foncier destiné à accueillir le futur stade de Tessema.



Mobilisation intense des ferrailleurs pour faire partir jusqu'au dernier ferrailleur.

JAMIL MANAR

Depuis le mardi 14 avril 2026, l'atmosphère est particulièrement électrique sur le site de Salmia. Motif : une vaste opération d'évacuation, lancée par les autorités locales, sommant les ferrailleurs d'évacuer les lieux. Mais pour aller où ? Vers un nouveau site situé dans la localité de Mejjatia, province de Médiouna. Dans cette optique, près de 265 hectares ont été acquis par la ville de Casablanca pour accueillir plusieurs projets structurants, dont une partie destinée au futur Centre d'enfouissement et de valorisation des déchets. Au milieu de ce vaste puzzle foncier, une vingtaine d'hectares ont été réservés à la relocalisation des ferrailleurs. Un emplacement présenté comme stratégique

grâce à une desserte routière jugée correcte et un accès pensé pour les besoins logistiques des professionnels. Mais un vent de confusion continue à entourer l'opération de relocalisation. Entre informations contradictoires, communication parcellaire et incertitudes sur la date du déménagement, de nombreux commerçants se disent inquiets. Personne ne semble vraiment savoir quand le transfert aura lieu, dans quelles conditions ni même à quoi ressemblera concrètement le nouveau site.

Pourtant, du côté du conseil de la ville, on se veut rassurant, en soulignant vouloir transformer cette délicate opération en véritable chantier de mise à niveau urbaine, avec des zones économiques modernes, organisées et conformes aux standards. « L'objectif n'est pas de faire disparaître l'activité de la ferraille, mais plutôt de lui offrir un cadre

plus structuré, mieux équipé et plus adapté aux réalités économiques de Casablanca », explique un élu qui rappelle les raisons de ce transfert : dégager le foncier nécessaire à la construction d'un futur stade de 30.000 places du nom de Tessema porté par la Fédération Royale Marocaine de Football (FRMF). Le projet, prévu à l'horizon 2028, place désormais la question de la ferraille de Salmia au cœur d'une urgence à la fois urbaine, économique et sportive. D'où la mobilisation des autorités pour faire partir les ferrailleurs le plus vite possible.

Une convention a déjà été préparée afin d'assurer la viabilisation complète du terrain : routes, raccordements à l'eau et à l'électricité, aménagements de base... tout doit être prêt avant le grand transfert. Avec l'appui du ministère de l'Industrie et du Commerce ainsi que de la région Casablanca-Settat, les

travaux de mise à niveau devraient accélérer la migration progressive des opérateurs vers leur nouveau "village de la ferraille".

Au-delà des hangars et ateliers, le futur complexe comptera également des services d'accompagnement économique ainsi que plusieurs équipements de proximité, notamment des restaurants, agences bancaires et autres services destinés à faciliter le quotidien des commerçants.

Le calendrier reste toutefois suspendu à l'avancement des travaux. Tant que les infrastructures ne seront pas finalisées, difficile de lancer un transfert dans des conditions jugées acceptables par les ferrailleurs qui sont encadrés par une puissante association. Immense marché informel de la revente des pièces de rechange auto d'occasion, la ferraille de Salmia qui fait partie des business anciens de Casablanca a déjà connu une première opération de relocalisation dans les années 80.

À l'époque, des autorisations temporaires avaient été accordées, ouvrant progressivement la voie à l'installation puis à l'expansion de ce commerce juteux. Celui-ci s'est imposé comme un véritable écosystème économique regroupant aujourd'hui près de 900 commerces et ateliers.

Un univers où l'on démonte, recycle, revend et répare tout ce qui peut encore avoir une seconde vie. Mais l'endroit est devenu un espace tentaculaire et désordonné difficile à gérer sur le plan urbain. D'où la nécessité de sa délocalisation. Dans ce cadre, une réflexion est en cours autour de la création d'une unité industrielle spécialisée dans le démantèlement et le recyclage des véhicules hors d'usage, un secteur encore largement sous-exploité au Maroc. ▀



Le Maigret du CANARD



FOUNDEVER MAROC

L'expérience collaborateur version convocation recommandée...



Chez Foundever, brandir une pancarte syndicale est considéré comme une faute grave...

AHMED ZOUBAÏR

Chez Foundever Maroc, filiale détenue à 80% par la galaxie familiale Famille Mulliez, la fameuse « marque employeur » ressemble de plus en plus à une série satirique produite entre un cabinet de communication et un service disciplinaire sous tension. Quant au prestigieux label «Great Place to Work 2024 » version Maroc, il mérite probablement une nouvelle catégorie : meilleur décor corporate pour licenciements à ambiance conviviale.

L'histoire commence pourtant dans une atmosphère presque touchante. Un salarié, accessoirement représentant du personnel élu – ce détail ayant manifestement été classé dans la rubrique “anomalie RH” – est convié à un entretien officiel. Café, sourire, ton bienveillant : tout l'arsenal du management moderne est mobilisé. On lui propose une rupture “à l'amiable” avec indemnités. Une façon élégante de lui dire : « Votre engagement social est formidable... surtout à condition qu'il

s'exerce ailleurs. » Mais catastrophe: le salarié refuse. Apparemment, il a eu l'outrecuidance de penser qu'on ne négocie pas son départ quand on n'a rien à se reprocher.

Et là, magie du management agile: changement immédiat de décor. Fin des sourires LinkedIn-compatible, début du théâtre administratif. Le 19 mai, une convocation officielle débarque par huissier, avec le grand vocabulaire dramatique des entreprises qui se sentent agressées par... une banderole syndicale brandie le 1er Mai ! Oui, une banderole. Pas une fraude financière, pas une affaire de harcèlement, pas une caisse noire aux îles Caïmans : une pancarte!

Le centre d'appel évoque alors une « atteinte grave à son image et à sa réputation ». Ce qui est fascinant, c'est cette fragilité psychologique des multinationales labellisées : un slogan syndical suffit désormais à mettre en péril tout l'édifice corporate. À ce niveau de sensibilité, il faudra bientôt installer des détecteurs de mots interdits dans les open spaces : “syndicat”, “droits sociaux”, “conditions de travail”... évacuation immédiate des locaux.

On admirera surtout la pédagogie managériale du procédé : d'abord la sortie discrète avec indemnités, puis, quand le salarié refuse de disparaître poliment, l'escalade disciplinaire. Une conception très

moderne du libre choix : « Vous êtes totalement libre d'accepter notre proposition... avant que nous ne trouvions une raison officielle de vous la rendre indispensable. »

Pendant ce temps, sur LinkedIn, les publications corporate continuent de pleuvoir : “bienveillance”, “écoute active”, “expérience collaborateur”, “épanouissement humain”. Une communication si déconnectée du réel qu'elle finit par ressembler à de l'art contemporain. On contemple, on ne comprend pas toujours, mais on sent qu'il y a eu beaucoup de budget.

Enfin, cette affaire résume parfaitement la philosophie d'une certaine “marque employeur” version centres d'appel mondialisés: des trophées RH bien encadrés dans le hall, des slogans en anglais à chaque étage, des consultants en storytelling à plein régime... et une allergie immédiate dès qu'un salarié ose transformer le dialogue social en activité visible.

Mais rassurez-vous : c'est certifié « Great Place to Work 2024 ». Tamponné, homologué, marketé. Presque une appellation d'origine contrôlée du décalage entre discours corporate et réalité sociale. ▶





Le Maigret du CANARD



Ebola ou 50 ans d'indifférence

Quand le Nord abandonne l'Afrique à son sort...

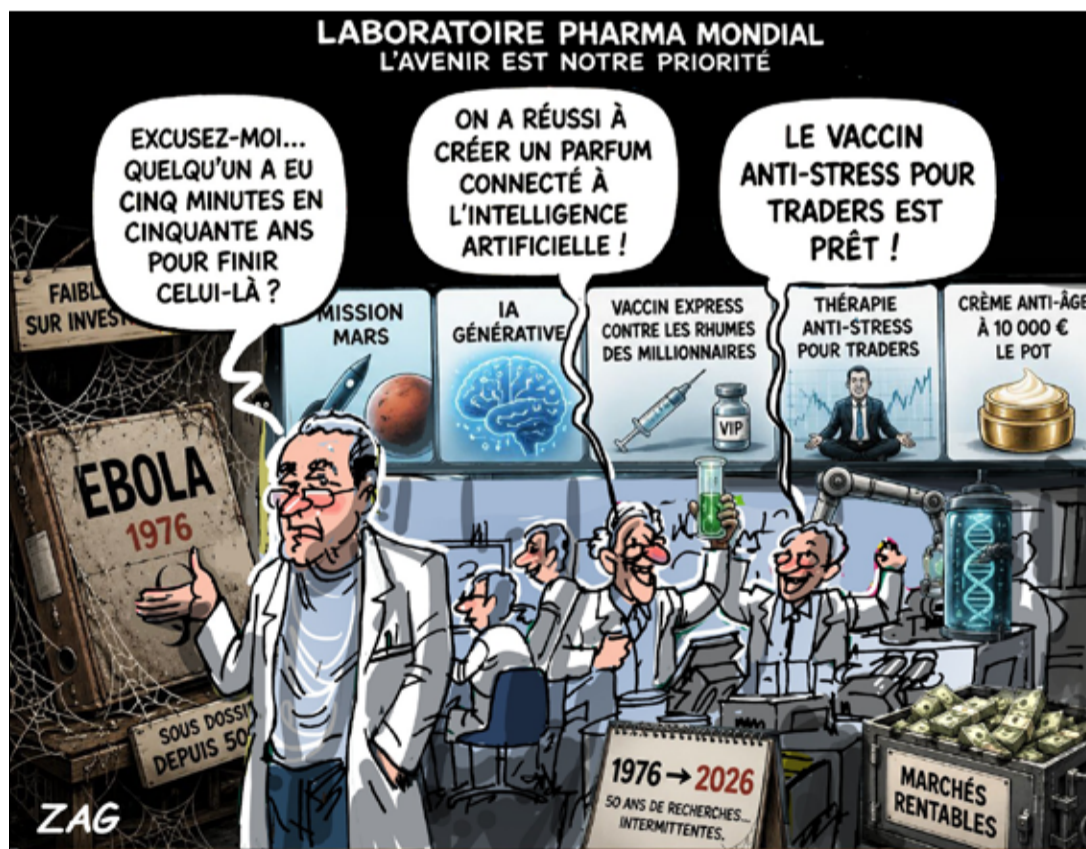
131 morts, 513 cas suspects, une réunion d'urgence de l'OMS... et pourtant, le monde regarde ailleurs. Retour sur une indifférence qui n'a rien du hasard.

AHMED ZOUBAÏR

Un groupe d'experts dirigé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) se réunit, mardi 19 mai, pour examiner « d'éventuelles options vaccinales » face à la progression d'Ebola dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), à l'origine de 131 décès présumés et 513 cas suspects.

L'épidémie d'Ebola qui secoue actuellement ce pays replonge le continent africain dans l'un de ses cauchemars sanitaires les plus meurtriers. Des centaines de cas suspects, des dizaines de morts, des soignants contaminés, des villes placées sous haute surveillance : le virus hémorragique frappe à nouveau, dans l'indifférence quasi générale de la planète.

Au-delà des chiffres et des alertes de l'Organisation mondiale de la santé, une question s'impose : comment un virus découvert il y a près d'un demi-siècle



peut-il encore tuer faute de vaccins et de traitements réellement accessibles ?

En effet, Ebola n'est pas un fléau récent. Identifié pour la première fois en 1976, toujours au Congo, il a presque 50 ans. Pendant ce temps, l'humanité a envoyé des robots sur Mars,

développé des vaccins anti-Covid en moins d'un an et investi des milliards dans l'intelligence artificielle. Pourtant, certaines souches du virus comme celle de Bundibugyo qui circule aujourd'hui ne disposent toujours d'aucun vaccin homologué ni de traitement spécifique effi-

cace. Ce paradoxe met en lumière une vérité cruelle : la recherche médicale mondiale finance d'abord les marchés rentables. Les grands laboratoires pharmaceutiques investissent massivement dans les maladies des pays riches, celles des consommateurs solvables et des systèmes de santé capables d'acheter des traitements coûteux. À l'inverse, les pathologies tropicales qui frappent principalement l'Afrique restent reléguées en périphérie des priorités scientifiques internationales.

Ebola illustre ainsi les profondes inégalités du système sanitaire mondial. Quand un virus menace New York, Paris ou Londres, les laboratoires se mobilisent. Quand il

pitalières fragiles, manque de laboratoires de pointe, dépendance aux financements étrangers, pénurie de personnels qualifiés. Chaque nouvelle flambée d'Ebola révèle ces fractures béantes. S'y ajoutent les conflits armés. Dans l'est congolais, l'insécurité permanente, les déplacements de populations et les attaques contre les soignants rendent quasi impossible le suivi des cas et l'isolement des malades.

Le plus inquiétant est ailleurs : Ebola n'est plus seulement un problème africain. La mondialisation transforme chaque épidémie locale en menace potentiellement planétaire. L'OMS a d'ailleurs déclaré une urgence sanitaire internationale après l'apparition de cas en Ouganda et la contamination de personnels étrangers. Autrement dit, abandonner la santé de l'Afrique, c'est mettre en péril celle du monde entier.

Cette crise doit servir d'électrochoc. L'Afrique ne peut plus rester un simple terrain d'intervention humanitaire ou un laboratoire d'urgence pour ONG. Le continent doit devenir un acteur central de sa souveraineté sanitaire : investir dans la recherche biomédicale, produire localement vaccins et traitements, renforcer les universités médicales, bâtir une véritable industrie pharmaceutique africaine. Car tant que la santé mondiale obéira d'abord à la logique du profit, certaines vies continueront de valoir moins que d'autres.

Ebola ne disparaîtra jamais. Pas par incapacité de la science, mais parce que, dans la hiérarchie mondiale des vies, celle d'un Congolais reste, aux yeux des marchés, une perte acceptable. ▀

ravage des villages du Kivu ou de l'Ituri, la réaction internationale se fait lente et hésitante. Le problème n'est pas seulement scientifique. Il est économique, politique et moral. Les pays africains paient ainsi le prix du délabrement de leur système sanitaire : infrastructures hos-



L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma



Bec et ONGLES



Ahmed El Bouari

Prendre le mouton par les cornes

Une équipe du Canard a été accueillie par le ministre RNIb de l'Agriculture Ahmed El Bouari qui explique à sa façon les raisons de la flambée des prix du mouton.

Propos recueillis par **LAILA LAMRANI**

Monsieur le ministre, merci de nous accorder cet entretien. Les prix du mouton flambent, les familles désespèrent... que se passe-t-il ?

(Soupir entendu) Vous savez, le mouton n'est plus un simple animal. C'est un indicateur émotionnel. Il réagit au climat, au transport... mais surtout à la psychose collective. Dès qu'on dit « il est cher », il se met à gonfler. C'est physiologique.

Vous voulez dire que le mouton lit les commentaires sur Facebook ?

Et il like ceux qui disent « jamais vu ça ». C'est un animal très connecté.

Lors de votre dernière intervention au Parlement, vous avez déclaré, sous les rires, qu'il existait des « moutons à 1 000 dirhams ». Pouvez-vous nous en dire plus ?

Absolument. Ils existent. Mais ils ont choisi un positionnement... immatériel.

Immatériel ? Vous vendez des NFT de moutons ?

(Rire nerveux) Non, non. Disons qu'ils sont cantonnés à une zone très exclusive: le passé antérieur. Avant l'inflation. Avant la mondialisation. Avant la prolifération des chennaqas. Avant que le mouton ne devienne une star.

Donc ils n'existent plus ?

Ils existent... au même titre que la classe moyenne. C'est une réalité mouvante.

Certains citoyens affirment qu'à 1 000 dirhams, on ne trouve que des photos de moutons. Parfois floues.

C'est une vision réductrice des choses. La photo, c'est déjà un mouton potentiel. Et

avec l'intelligence artificielle, on pour bientôt le faire bêler. C'est ce qu'on appelle l'innovation inclusive.

Mais enfin, Monsieur le ministre, cette flambée des prix semble difficile à justifier, surtout que vos propres services évoquent une offre ovine pourtant suffisante.

Vous voyez, le mot "suffisant" est un mot dangereux. On peut avoir des troupeaux entiers... et pourtant une pénurie de moutons "disponibles au bon prix". Certains sont là physiquement, certes, mais pas encore émotionnellement alignés avec le marché. Nous respectons leur parcours intérieur. C'est une phase de réflexion collective. Et honnêtement, forcer un mouton en désaccord avec les prix serait contraire à nos valeurs de bien-être animal et économique.

Très bien. Revenons à nos brebis : que fait concrètement le gouvernement pour agir sur les prix à la baisse ?

Nous avons une stratégie multidimensionnelle: sélection génétique, subventions ciblées, médiation sociale, ensemencement des gros... et surtout, une grande campagne de pédagogie.

Expliquez-nous cette pédagogie.

(déplie un graphique) Il faut apprendre aux citoyens que posséder un mouton est un luxe. Et que le luxe, ça se mérite. Nous leur proposons donc des solutions alternatives : le mouton à temps partagé, le mouton virtuel, ou le parrainage affectif.



Le parrainage affectif ?

Oui. Vous versez une petite contribution, vous recevez une photo dédiée (toujours floue, pour garder le mystère), et vous êtes invité au boulfaf du voisin qui, lui, a un vrai mouton. C'est gagnant-gagnant.

Mais un mouton d'entrée de gamme coûte aujourd'hui l'équivalent de deux SMIG mensuels. Comment justifier cela ?

(Ton pathétique) Le mouton n'est pas une charge, c'est un investissement dans le lien social. Et puis, ne parlons pas du SMIG, parlons plutôt du bonheur. Combien vaut un sourire d'enfant devant un mouton qui n'existe pas ? À ce prix-là, c'est une aubaine.

Dernière question, monsieur le ministre : si vous deviez rassurer une famille marocaine aujourd'hui, que lui diriez-vous ?

(Se lève, pose la main sur son cœur) Je lui dirais: gardez espoir. Et surtout, gardez votre sens de l'humour. Parce qu'en ce moment, c'est la seule chose qui n'a pas pris 300 %. Et croyez-moi, ça a de la valeur.

Merci, monsieur le ministre. On n'ose pas imaginer ce que vous allez nous dire sur le prix des tomates...

(En sortant) Ah, les tomates... ! Attendez la semaine prochaine. On va leur inventer une conscience. ►



Le MIGRATEUR



Géopolitique **Le faux triomphe chinois de Trump**

Revenu de Chine sans avancée majeure ni démonstration de puissance convaincante, Donald Trump découvre les limites d'une diplomatie fondée sur le bras de fer permanent.

JAMIL MANAR

Donald Trump était revenu en 2025 à la Maison-Blanche avec la promesse d'un retour de la puissance américaine. Le slogan « Make America Great Again » devait symboliser la renaissance d'une Amérique dominatrice, respectée et crainte. Mais aujourd'hui, à mesure que les crises s'accumulent, le président républicain apparaît davantage comme un facteur d'affaiblissement stratégique des États-Unis que comme l'architecte de leur grandeur retrouvée.

La récente visite de Trump en Chine illustre ce basculement. Présenté comme un déplacement historique destiné à rétablir l'autorité américaine face à la puissance asiatique, le voyage s'est finalement soldé par une impression d'impuissance diplomatique. Pékin n'a concédé ni inflexion commerciale majeure, ni alignement géopolitique. Au contraire, le président chinois Xi Jinping a affiché une sérénité presque provocatrice face à son homologue américain désormais contraint de négocier dans un rapport de forces moins favorable qu'auparavant.

Alors qu'ils oeuvraient naguère avec un certain succès à influencer l'agenda mondial, les États-Unis de Trump semblent désormais courir derrière les événements, tentant de contenir des dynamiques qu'ils ne maîtrisent plus totalement.

C'est surtout la confrontation militaire avec Iran, une guerre qu'il ne fallait pas provoquer, qui révèle les limites de la stratégie trumpienne. En privilégiant l'escalade et la démonstration de force, l'administration américaine a contribué à transformer le Moyen-Orient en zone d'instabilité chronique. Le blocage du détroit d'Ormuz, véritable artère énergétique mondiale, a eu comme effet de provoquer des secousses planétaires inédites : flambée des prix du pétrole, tensions sur les marchés financiers, hausse des coûts du transport maritime et inquiétudes généralisées sur la croissance mondiale. Cette crise

sans précédent a surtout produit un effet géopolitique majeur : elle a accéléré la remise en cause du leadership américain, y compris dans ses zones d'influence traditionnelles. Longtemps considérées comme des alliées indéfectibles de Washington, les monarchies du Golfe ont de moins en moins confiance dans un partenaire qui n'a pas fait grand chose pour les protéger contre les missiles et les drones iraniens...

Résultat : les partenaires historiques des États-Unis observent avec inquiétude une puissance américaine devenue imprévisible, davantage portée sur la confrontation que sur la stabilité régionale. Une aubaine pour d'autres acteurs rivaux qui avancent leurs pions. La Russie consolide son rôle de puissance militaire et diplomatique incontournable. La Chine déploie méthodiquement son influence économique et énergétique dans le monde. Quant à l'Iran, loin d'être isolé comme le souhaitait Washington, il parvient à se présenter comme un symbole de résistance à l'impérialisme américain auprès d'une bonne partie du monde arabe et du Sud global. Le plus paradoxal demeure toutefois l'impact intérieur de la démarche trumpienne. Car en voulant projeter une image de fermeté absolue, Donald Trump expose les États-Unis à une forme d'usure stratégique. Les dépenses militaires explosent, les tensions commerciales se multiplient, les alliances se fissurent et l'économie américaine elle-même subit les contrecoups d'un climat international devenu extrêmement incertain.

Choix impulsifs

L'Amérique de Trump voulait redevenir le centre incontesté du monde ; elle découvre progressivement les limites d'une diplomatie fondée sur le rapport de force permanent. À force de transformer chaque dossier international en bras de fer, Washington ne fait qu'accélérer le déclin de son influence.

L'histoire retiendra peut-être cette contradiction : un président élu pour restaurer la puissance américaine aura, par ses choix impulsifs et ses confrontations tous azimuts, contribué à fragiliser l'architecture géopolitique que les États-Unis avaient mis des décennies à construire.

Le problème de Donald Trump réside peut-être dans le fait qu'il confond la force avec la puissance. La force impressionne, menace, intimide. La puissance, elle, rassure, attire, fédère et dure dans le temps. Or, depuis son retour à la Maison-Blanche, Trump semble privilégier la démonstration brutale du rapport de force au détriment des ressorts profonds de la



Donald Trump avec Xi Jinping.

puissance américaine : la crédibilité diplomatique, la stabilité des alliances, l'influence économique, la confiance des partenaires et le prestige politique. À vouloir gouverner le monde comme une transaction immobilière ou un combat de boxe, il réduit la diplomatie à une succession d'ultimatums. Mais une superpuissance ne se mesure pas seulement à la taille de son armée ou à sa capacité de sanction. Elle se mesure aussi à son aptitude à entraîner les autres derrière elle sans devoir constamment les menacer.

C'est précisément ce qui semble s'éroder aujourd'hui. Dans le Golfe, en Asie ou même en Europe, plusieurs alliés traditionnels des États-Unis commencent à diversifier leurs partenariats, cherchant des équilibres nouveaux avec la Chine, la Russie ou d'autres puissances régionales. Non pas forcément par adhésion idéologique, mais par prudence face à une Amérique jugée plus imprévisible et plus conflictuelle. L'affaire du détroit d'Ormuz est une illustration frappante. En cherchant à neutraliser le régime iranien par le recours à la force, le président républicain a surtout contribué à fragiliser l'économie mondiale et à installer un climat d'incertitude dont souffrent également les intérêts américains. Une démonstration de force peut produire un choc immédiat ; elle ne garantit pas une victoire stratégique durable.

L'empire américain s'est longtemps construit autant par Hollywood, le dollar, le prestige de ses universités, la technologie et les alliances que par les porte-avions. C'était une puissance d'influence autant qu'une puissance militaire. Trump, lui, donne l'impression de croire que la domination suffit à produire l'autorité.

Du côté de l'Europe, beaucoup de dirigeants doivent observer les difficultés de Donald Trump avec une satisfaction à peine dissimulée. Non par hostilité envers les États-Unis, allié historique et pilier de la sécurité occidentale depuis des décennies, mais parce que Trump a profondément bousculé la relation transatlantique en maltraitant ses partenaires européens. Les humiliations accumulées ont laissé des traces. Droits de douane

punitifs sur les produits européens, menaces commerciales répétées, accusations de « parasitisme » envers les membres de l'OTAN, pressions économiques brutales : rarement un président américain aura autant malmené ses partenaires européens sur le terrain diplomatique.

À cela s'ajoutent des provocations symboliques particulièrement mal perçues sur le Vieux Continent. Les déclarations autour d'une possible annexion du Groenland — territoire autonome danois — avaient été vécues comme une démonstration d'arrogance impériale. Comme si un territoire européen pouvait être traité comme une simple transaction immobilière.

Plus grave encore aux yeux de nombreuses capitales européennes : les prises de position répétées de Trump dans les débats politiques internes de plusieurs pays de l'UE. Son soutien implicite ou explicite à certaines mouvances nationalistes et populistes a été perçu comme une ingérence directe dans des équilibres démocratiques déjà fragilisés par les crises économiques et migratoires. Aujourd'hui, voir ce même président empêtré dans des tensions géopolitiques majeures, confronté à une économie mondiale secouée par ses choix hasardeux et à un leadership américain qui vacille, suscite probablement chez certains responsables européens une forme de revanche silencieuse.

Car la grande erreur stratégique de Donald Trump aura peut-être été de ne pas comprendre que la puissance américaine reposait aussi sur la solidité de ses alliances. En fragilisant la relation avec l'Union européenne, il a contribué à accélérer chez les Européens une volonté d'autonomie stratégique autrefois marginale.

Idée d'une Europe moins dépendante de Washington — sur les plans militaire, énergétique, industriel et diplomatique — progresse désormais bien au-delà des seuls cercles souverainistes. Et c'est là l'un des paradoxes du trumpisme : à force de vouloir imposer l'autorité américaine par la pression, il pousse tout le monde y compris les alliés historiques des États-Unis à préparer l'après-Amérique. ▀

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou

a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Rachid Ouahbi,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine

CORRESPONDANT EN FRANCE

ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Et BATATI ET BATATA



Mot Fléchés

ENNUIX EFFONDREES	PROFIT PETITE PRISSEUSE	CABINET DE MOYENNE DEMAR-REUR	NOTE CONFIRMES A LEUR POSTE	CHERISE APRES LA SIGNATURE	BASSEUSE DEVERSEE
				CHIFFRE DIVIN AFFICIAN	
SALADE VERTE TERPES				TRAIT LUMINEUX ECOLAM- TION	
VIEUX DO ORIENTENT		REDRES-SENT ECHILLONS			
			PREMIERE PAGE PAREIL		PARTICULE COUVETTE
	PETIT FURNANT JOE POPULAIRE STATION DES LANDER			ABSORBES ARTICLE	
			SALUE L'AN NEUF OBTENU		BETTINT SUR LA PALLE
RETIRE VILLE TURNOIS			COURSE DU FLEUVE NEGATION		
				DUPE PERCE	EVASION
LIBRE ILE DE FRANCE				DYNAMIQUE PASSAGE A PIED	
	RISQUE		FAIRE DEPARTE-MENT FRANÇAIS		DEVENU EMISSION DE GAZ
JEU DE PONS INVINCAL		TROMPERAI TITANE AU LABO			
				APERÇU	
SOUVE-RANE				SOMME EN JEU	

Mots croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											

Horizontalement
 [1] Elles sont attendues impatiemment par les enfants. Un peu d'aération. [2] Inventeur e la lampe à incandescence. Ancien nom d'une île. [3] Ouvre le robinet. Pronom. En remontant à la source. [4] Compagnes d'Énée. [5] Le bout de la rue. Fit paraître une annonce dans un journal. [6] Composants du mortier. [7] Fleuve normand. Article retourné. Préposition. [8] À la fin de chaque jour, sauf du dimanche. Qui a rapport avec la galerie d'un gymnase grec. [9] À la fin de premier. Rivière de Suisse. [10] Direction. Sourires d'Anglais. [11] Poids du métal dans les niaras antimac l'omnition

Verticalement
 [A] Robes bouffantes. [B] Aimeraient énormément. [C] Précède un joint. Poulie. [D] Fils d'Andromaque. [E] Attaché. Sa femme faisait de la tapisserie. [F] Aux deux bouts d'un canton. Fleuve d'Afrique. Précède le nom d'un homme. [G] Prénom féminin. Fait un choix. [H] Apparaissent deux fois par an. [I] Fleurs. Conjonction. [J] Département. Forme d'avoir. [K] Tirés derrière soi.

Mots Mêlés

E	L	L	A	V	R	E	T	N	I	E	R	E
R	R	E	E	R	T	N	O	M	E	R	T	S
T	S	T	E	C	A	R	T	R	P	I	N	S
E	A	A	S	T	A	T	U	O	N	N	E	A
M	B	D	S	E	E	D	N	O	C	E	S	P
O	L	N	I	D	M	C	R	E	J	V	E	S
N	I	T	A	M	T	E	L	A	M	A	R	I
O	E	E	L	U	Z	L	S	V	N	O	P	O
R	R	P	E	R	I	O	D	E	O	N	M	M
H	O	L	D	U	S	E	M	A	I	N	E	R
C	R	E	G	A	U	H	O	R	A	I	R	E
N	U	I	T	E	R	I	A	L	O	S	S	I
C	A	L	E	N	D	R	I	E	R	U	E	H

A: aiguille, amère, arête, avort
 B: bébé, bête, bûche, bûche
 C: caduc, caduc, caduc
 D: dale, dale, dale
 E: être, être, être
 F: feu, feu, feu
 G: gîte, gîte, gîte
 H: haut, haut, haut
 I: île, île, île
 J: joint, joint, joint
 K: kate, kate, kate

Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

		9	2		5			
6								1
5			6	1				2 7
	3			4		8		
8								9
		1		5				4
4	2			9	7			3
3								8
			4	8	1			

A méditer



«Si vous m'avez compris c'est que je me suis mal exprimé».

Alan GREENSPAN

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

3	6	8	5	1	9	4	2	7
1	9	7	2	4	8	3	5	6
2	5	4	6	7	3	9	1	8
5	8	1	3	9	2	7	6	4
4	3	9	1	6	7	5	8	2
7	2	6	8	5	4	1	9	3
8	4	2	9	3	5	6	7	1
9	1	3	7	8	6	2	4	5
6	7	5	4	2	1	8	3	9

Mots fléchés

P	P	M	P						
C	A	P	I	T	U	L	E	R	A
C	R	A	T	U	R	E	R	A	
A	T	T	I	R	A	N	T	S	
I	C	I	E	L	I	T	E	S	
I	C	I	U	S	E	I			
U	N	I	T		P	S			
P	L	A	N	T	E	R	A		
A	N	S	E	S	T	A			
P	R	I	T	E	S	T	E	M	
I	T	A	L	I	E	N			
T	E	N	U	E	S				
L	E	S	T		U	N	E	S	

Mots croisés

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	
1	E	L	U	C	I	D	A	T	I	O	N
2	B	E	L	I	S	E	R		U		
3	O	N	T	O	L	O	G	I	S	T	E
4	U	S	I	T	E		I	C	A	R	E
5	R	M	A		G	E	O		A		
6	I	A	T	T	E	N	T	I	V	E	
7	F	A	T	A	S	E	E	E	S		
8	F	O	U	R	N	I	T	U	R	E	S
9	A	R	M	O	I	R	E	S	S	A	
10	N	T		I	N	T	E	S		I	
11	T	E	L	S		R	E	S	T	E	S

Mots Mêlés

Mots Mêlés Solution

La solution est : Rendez-vous.



Et BATATI ET BATATA



Millionnaire à 18 ans

C'est ce qu'on appelle la chance du débutant. Une Canadienne de 18 ans, qui jouait pour la première fois à la loterie, n'a pas manqué son coup d'essai : elle a remporté le gros lot de 48 millions de dollars (32 millions d'euros). Étudiante devient au passage la plus jeune gagnante d'une cagnotte de cette ampleur au Canada.

Juliette Lamour, originaire de Sault Ste Marie en Ontario, a expliqué lors de la remise du chèque vendredi 3 février, qu'elle avait acheté son premier billet de loterie à la suggestion de son grand-père. « Il m'a dit : tu viens d'avoir 18 ans, va t'acheter un billet, tente ta chance », a-t-elle expliqué, ajoutant qu'une fois dans le magasin, elle avait dû appeler son père pour lui demander la marche à suivre pour jouer.

La plus jeune gagnante de l'histoire de la loterie au Canada n'avait pas vérifié immédiatement son billet et n'y pensait plus avant d'entendre ses collègues lui dire que le billet gagnant avait été acheté à Sault Ste Marie.

KK bière

À Singapour, une bière écolo a fait le buzz en mai dernier car fabriquée à partir d'eaux usées, celles des toilettes de Singapouriens.

La bière est fabriquée à Singapour même, par la brasserie Brewerkz. Elle est donc locale en plus de favoriser le recyclage. Elle s'appelle NewBrew et rend un fier service à Singapour car là-bas, on a du mal à s'approvisionner en eau potable.

Soyez rassurés, cette bière n'a pas un drôle de goût. Sur le compte Instagram de l'agence nationale de l'eau singapourienne, des testeurs de bière adorent le produit : "Très facile à boire, parfaite pour le temps de Singapour : super rafraîchissante !", raconte une testeuse. Un homme renchérit : "J'aime les notes fleuries, elle se boit facilement".

Les eaux usées sont bien filtrées avant en trois étapes: la microfiltration, l'osmose inverse et la désinfection aux ultraviolets. Santé !

Nostradamus redevient d'actualité

Plusieurs cataclysmes ayant frappé le monde ont été mentionnés par Nostradamus dans Les Prophéties en 1555.

Parmi ses prédilections, on peut citer la prédiction du Grand Incendie de Londres, l'arrivée au pouvoir d'Hitler ou encore les attentats du 11 septembre 2001. Pour 2023, l'astrologue du 16e siècle a évoqué des malheurs pour la nouvelle année.

Nostradamus prévoit que nous finirons par nous manger les uns les autres, pour une raison tout à fait rationnelle. « Comme le soleil, la tête fouillera la mer brillante. Les poissons vivants de la mer Noire ne feront que bouillir », peut-on lire dans son ouvrage. Plus précisément, le réchauffement climatique sera si intense que l'annihilation marine sera imminente. Ainsi, l'être humain pourrait devenir cannibale, car l'une des principales sources d'alimentation de l'humanité sera en péril. Cette prophétie est loin d'être démesurée si l'on se réfère aux conséquences de la pollution et du réchauffement climatique. Plusieurs espèces de poissons, notamment les plus consommées, sont menacées d'extinction en raison de ces catastrophes écologiques.

D'autres prophéties de Nostradamus pourraient correspondre à la famille royale britannique et aux conflits internationaux.

Pour cette année, le devin prédit que le monde sera embarqué dans "sept mois de la Grande Guerre, avec à la clé des gens morts de malfaisance". Cette prophétie pourrait évoquer la guerre en Ukraine qui a été marquée par des crimes et un lourd bilan civil. Elle prévoit, d'ailleurs, que ce conflit dégènera en une guerre à grande échelle l'année prochaine.

L'Antéchrist : Vladimir Poutine ?

"L'Antéchrist anéantit très rapidement les trois. Sa guerre durera vingt-sept ans. Les infidèles sont morts, captifs, exilés. Le sang et les corps humains recouvrent la terre", a écrit l'astrologue. Il s'agit d'un homme assoiffé de sang et de pouvoir qui pourrait se cacher derrière la cravate d'un responsable politique de haut rang. Avec la mention d'un tel conflit, selon Slate et New York Post Poutine pourrait être ce personnage.



Rigolard



- Deux chefs d'entreprise discutent :
 - Comment fais-tu pour que tes employés arrivent toujours à l'heure le matin ?
 - C'est très simple : j'ai trente employés et seulement vingt places de parking...
 - * Dans une entreprise, un homme est convoqué par son chef :
 - C'est la quatrième fois que vous arrivez en retard, que dois-je en déduire ?
 - Ben, qu'on est jeudi ?

- Chef, vous aviez dit que vous m'augmenteriez si vous étiez satisfait de moi !
 - C'est exact. Mais je n'ai jamais été satisfait de quelqu'un demandant une augmentation.

- Nous ne pouvons hélas pas vous engager. Nous n'avons pas de travail pour vous.
 - Oh, vous savez, moi ça ne me dérange pas !

- Vous commencez lundi. Nous vous payerons en fonction du travail fourni.
 - Je ne pourrais jamais vivre avec si peu...

- Chef, pourrais-je quitter le bureau trois heures plus tôt, pour pouvoir aller faire du shopping avec ma femme ?
 - Il n'en est pas question !
 - Merci, chef. Je savais que vous ne me laisseriez pas tomber !

- Pourquoi Daniel ne fiche-t-il rien aujourd'hui ?
 - Il remplace le chef.

- Un avion s'apprête à atterrir. Le pilote et son co-pilote, apercevant la piste, sont traumatisés :
 - « Mais elle est minuscule!! On ne va jamais parvenir à atterrir sur une piste aussi courte!! On va tous mourir! Ils sont fous d'avoir fait une piste aussi petite!!! »

Le stress monte, l'avion descend, et finalement, s'arrête pile poil au bout de la piste.

Le pilote, en sueur mais soulagé, s'exclame :

« Elle était vraiment, vraiment courte cette piste! »

Et le co-pilote, jetant un regard à droite, puis à gauche, ajoute :

« Mais par contre, qu'est qu'elle est LAAARGE! »

A VENDRE

Local à vendre bien situé

Superficie
250 m²

77 BD Ghandi
Casablanca-Anfa

Contact :

06 81 80 13 07

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444



#انتخابات_2026

من 15 ماي إلى 13 يونيو

نتسجيلوا في اللوائح الانتخابية
باش نضمنوا حقنا في التصويت بكل حرية



امسحوا الكود من أجل التسجيل
أو التأكد من تسجيلكم

مكاتب التسجيل مفتوحة كل أيام الأسبوع



www.listeselectorales.ma

يمكنكم التسجيل بسهولة عبر الموقع



التصويت حق شخصي وواجب وهنيئ
ⵏⵓⵏⵓⵎⵓⵙ ⵏⵓⵙⵓⵙⵓⵎⵓⵙ ⵏⵓⵙⵓⵙⵓⵎⵓⵙ ⵏⵓⵙⵓⵙⵓⵎⵓⵙ ⵏⵓⵙⵓⵙⵓⵎⵓⵙ